

t.311 Rwanda - HRO/BNA

Bern, 26. April 1990

Note au dossier

Téléphone du 25.4.90 de Mme Zeynep TAYMAS (T) économiste
s'occupant du Rwanda à la BIRD

1. But du tél.: informer la DDA sur les résultats de la mission BIRD au Rwanda (10.-24.4.1990).

2. Principaux éléments de l'information:
 - a) La situation économique s'est encore détériorée ces derniers mois et est maintenant désastreuse: Le manque de devises est en train de tuer le secteur privé et il y a de la corruption importante liée à l'octroi de devises à travers le système de licences.

 - b) Les autorités rwandaises, y compris Président et Jeanneret, reconnaissent maintenant la nécessité de procéder à un ajustement avec l'aide FMI/BIRD et des autres bailleurs de fonds, comprenant notamment une dévaluation et des libéralisations progressives. La mission BIRD a donc pu discuter un "Policy Framework Paper" (PFP) avec la délégation rwandaise comprenant les Ministres des Finances, du Plan, de la Présidence et le Gouverneur de la BNR. Les négociations finales du PFP auront lieu probablement durant le mois de mai, à Washington. Le principal point encore à négocier est l'importance de la dévaluation qui devrait se monter à 50% selon FMI/BIRD. Il faudra aussi finaliser les calculs concernant le montant des besoins en ressources extérieures pour les 2 à 3 prochaines années.

 - c) La dévaluation pourrait avoir lieu en juillet/août 1990. Elle devrait être accompagnée par des ressources extérieures importantes pour assurer des importations suffisantes et contenir l'inflation. Le FMI pourrait mettre à disposition seulement \$ 12 mio. à ce moment; la BIRD pense à \$ 70 mio. pour 2 ans, mais mobilisables seulement vers la fin 90 si tout va bien.

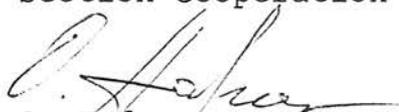
 - d) Le Rwanda et FMI/BIRD attendent donc un apport financier important de la part des bailleurs de fonds bilatéraux et particulièrement de la Suisse au moment de la dévaluation. Quel montant la Suisse pourrait-elle apporter?

- 2 -

3. Réaction de ma part: j'informe T. que le budget DDA 90/91 est très serré, des possibilités existeraient éventuellement chez l'OFAEE. (Entre-temps j'ai mis au courant M. Jaggi, OFAEE, qui se rendra aujourd'hui-même au Rwanda pour une autre affaire.)
4. Commentaire: le changement d'attitude des autorités rwandaises est bienvenu, mais il est navrant de constater qu'il intervient si tard et à un moment si défavorable (prix de café très bas sur le marché international) et après beaucoup de dégâts déjà faits (notamment baisse du prix du café au producteur de frs. rw. 125 à frs. rw. 100 en 1990) qu'une politique plus prévoyante aurait pu éviter. Ceci dit, DDA/OFAEE devraient faire l'impossible pour trouver un minimum de frs. 15 mio sous forme d'aide bilatérale à la balance des paiements ou sous une autre forme encore à discuter.

Avec les apports du FMI et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux, ceci permettrait de réapprovisionner le pays en bien importés nécessaires, de contribuer à contenir l'inflation et d'amoindrir ainsi le "coût social" de la dévaluation.

DIRECTION DE LA COOPERATION AU
DEVELOPPEMENT ET AIDE HUMANITAIRE
Section Coopération Financière


O. Hafner

cc: - M. Jaggi, OFAEE
- M. Reding, OFAEE } Kopien persönlich erhalten 26.4.90
- CL, CP, WR, PT, CJF, DE, OP, IK, LID
- Buco Kigali CK 27. April 90 10